

perspective le Front populaire en Bretagne, y compris sur le long terme puisque des recompositions politiques, des pratiques nouvelles sont à l'œuvre qui émergent à la Libération. Un regret : s'il est fait allusion à la présence des femmes, elles sont comme absentes des grèves, or, une des originalités de 1936, ce sont les grèves menées par les femmes dans les grands magasins, pas seulement à Paris !

Jacqueline SAINCLIVIER

Isabelle LE BOULANGER, *L'exil espagnol en Bretagne (1937-1940)*, préface de Christian Bougeard, Spézet, Coop Breizh, 2016, 511 p.

Après avoir travaillé sur les enfants abandonnés en Bretagne au XIX^e siècle, l'auteure change complètement de sujet et aborde la venue des Espagnols en Bretagne lors de la guerre civile. Cet ouvrage vient combler un vide historiographique. Très rares, en effet, sont les travaux, autres que nationaux, portant sur l'exil des Espagnols dû à la guerre civile, excepté pour les régions frontalières. Ce travail prend une résonance particulière en ce début du XXI^e siècle, puisqu'il concerne une population fuyant la guerre civile dans son pays, puis une dictature et met en vis-à-vis l'attitude de la droite et de la gauche en France, ainsi que les réactions de la population face à l'arrivée de ces réfugiés/exilés ; la Bretagne pour sa part a accueilli environ 21 000 Espagnols. Pour la première fois, en temps de paix, la Bretagne doit faire face à un afflux « massif » de réfugiés, alors qu'elle n'a guère d'étrangers sur son territoire en raison de sa structure économique.

L'auteure s'est appuyée sur les sources présentes aux Archives départementales des cinq départements, principalement les rapports préfectoraux et les rapports de police ainsi que sur quelques journaux, négligeant *Le Nouvelliste de Bretagne* et certains hebdomadaires syndicaux, par exemple. Elle-même reconnaît les limites de ses recherches puisqu'elle n'a pu s'appuyer sur des témoignages, excepté ceux qui ont été publiés, ni sur les Archives municipales. Certains mémoires de maîtrise auraient pu également lui être utiles. Ce livre est donc le reflet de ce que montrent des rapports administratifs avec les incertitudes, les contradictions du gouvernement, mais les réactions de la population n'apparaissent que dans le dernier chapitre, ce qui est regrettable.

Le plan thématique évoque les différentes étapes de l'arrivée des Espagnols, puis de leur éventuel rapatriement, distinguant à chaque fois les trois moments-clés des migrations : 1937 avec l'arrivée des Basques puis des Asturiens, 1938 et le printemps 1939 avec la *Retirada* lors de la défaite républicaine.

Le premier chapitre « La France en état d'alerte » brosse le tableau des mesures gouvernementales successives, en fonction de l'évolution de la guerre civile. En effet, le cadre juridique et politique oscille entre ouverture et fermeture qui doit

aussi se comprendre en fonction de la situation intérieure française (la guerre civile commence à peine plus d'un mois après l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement de Front populaire) et de la situation internationale menaçante du fait que l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste sont parties prenantes de cette guerre civile. Cette dernière s'achève au moment où la Tchécoslovaquie est envahie et démembrée par l'Allemagne nazie.

Isabelle Le Boulanger nous donne une vue détaillée, parfois très détaillée, des différentes vagues d'exode des Espagnols, en particulier au printemps de 1937 : toutes les arrivées de navires sont alors présentées. Les conditions d'arrivée des Espagnols en provenance des Asturies changent en octobre 1937 et résonnent avec l'actualité puisqu'ils parviennent sur nos côtes après avoir franchi un blocus et sur toutes sortes de bateaux...

L'arrivée des Espagnols en Bretagne est inédite et l'on oscille entre organisation et improvisation, ne serait-ce que parce que les effectifs initialement annoncés se révèlent inexacts, provoquant des problèmes d'intendance (lits, alimentation, vêtements). Par la suite, on tire les leçons de ces premières erreurs.

Pour l'accueil des réfugiés, les préfets font des choix différents : les uns optent pour des camps comme en Ille-et-Vilaine, les autres pour une dispersion dans de nombreuses communes comme dans le Finistère. Il s'exprime parfois un mécontentement des réfugiés sur leur logement. La plupart sont des citoyens qui n'apprécient guère d'être logés à la campagne, surtout à une époque où les communes rurales de notre région ne connaissent guère l'eau courante ni l'électricité... D'autre part, la population réfugiée en 1937 comme en 1938 n'est pas homogène, non seulement socialement mais aussi politiquement, ce qui crée des tensions, que les autorités tentent d'éviter en les déplaçant lorsque cela est possible.

Les réfugiés espagnols font tous l'objet d'une surveillance médicale et sanitaire en particulier lors de leur arrivée pour éviter les épidémies et les soigner après les épreuves traversées. Ceux qui arrivent en février-mars 1939 sont les plus affaiblis ; en raison des combats, des sièges subis, ils ont connu une longue période de privations, sans compter les conditions même de leur exode à travers les Pyrénées en plein hiver.

Les camps ont un gardien qui vit sur place et est nommé par le préfet dépendant du commissaire de police. Celui-ci, contrairement à ce qui est dit p. 71, ne dépend pas de la préfecture de police qui n'existe alors qu'à Paris. Si le gestionnaire joue un rôle primordial pour les questions matérielles, les interprètes, bénévoles, sont les seuls qui puissent permettre une meilleure compréhension entre les autorités et les réfugiés. Une fois arrivés, il n'est pas rare qu'ils demandent à changer de lieu, le regroupement familial étant le principal motif. Une minorité entame des démarches pour émigrer vers l'Amérique du Sud. Le Mexique est la principale destination, suivie de loin par le Venezuela et l'Argentine ; il faut en effet l'accord de la France et des pays d'accueil.

En France, les réfugiés n'ont pas le droit de travailler ; ils sont donc à la charge du gouvernement. L'indemnité journalière se révèle très insuffisante ; cependant les organisations caritatives, les divers comités de soutien permettent de compenser cette insuffisance ; il est dommage qu'il faille attendre l'avant-dernier chapitre pour le savoir. La prise de la Catalogne en février 1939 fait que les Espagnols républicains veulent rester en France et y travailler. Le gouvernement français accompagne ce mouvement par une circulaire du 31 mars 1939 qui les y autorise, à condition de ne pas concurrencer la main-d'œuvre locale et à titre temporaire ; or, en Bretagne, région rurale avec une main-d'œuvre surabondante et région peu industrialisée de surcroît, c'est difficile. La déclaration de guerre change la donne et, dans un premier temps, facilite l'embauche des Espagnols.

Les réactions de la population face à l'arrivée de ces réfugiés sont multiformes et si la méfiance est la première réaction vis-à-vis de ces « rouges », ce n'est pas la règle, même chez les plus conservateurs. La vision d'une population de femmes, d'enfants et vieillards démunis provoque des réactions de solidarité, d'entraide. Toutefois, l'auteure souligne qu'à l'égard des réfugiés espagnols, c'est une minorité qui est solidaire et active, mais n'est-ce pas toujours le cas ?

L'équilibre global de l'ouvrage suit de très près celui des sources consultées et dans la rédaction, en dehors même des nombreuses citations, cette proximité se sent. On peut regretter l'absence de comparaison avec d'autres régions ou camps en France, d'autant que la bibliographie, connue de l'auteure, est rare certes, mais aurait permis de mettre en évidence la diversité des situations et l'originalité ou non de la Bretagne. On peut regretter une relecture un peu rapide laissant passer « marche de manœuvre » (p. 66) et une orthographe aléatoire concernant la majuscule ou la minuscule pour « espagnol », selon que le mot est ou non adjectif.

Malgré ces regrets, l'ouvrage apporte une solide connaissance de cette population vue du côté français, ce qui est d'autant plus important puisqu'elle a fait souche en Bretagne pour ceux qui ne pouvaient rentrer en Espagne à cause de la loi dite « de responsabilités politiques » du 9 février 1939 à effet rétroactif, qui permettait de poursuivre tous les opposants au franquisme.

Jacqueline SAINCLIVIER

Michèle TOURET et Sylvie GOLVET (éd. présentée par), *Louis Guilloux*, O.K., Joe ! *Le dossier d'une œuvre*, préface de Christian Bougeard, Presses universitaires de Rennes, coll. « Mémoire commune », 2016, 172 p.

La richesse et la complexité de l'œuvre littéraire de Louis Guilloux (1899-1980) ne cessent d'inspirer la littérature, mais aussi d'être interrogées par ses meilleurs spécialistes comme en témoigne la parution coup sur coup du livre dirigé par Jean-